TEXTE UNITAIRE NATIONAL ÉLABORÉ DANS LE CADRE GRÈVE FÉMINISTE POUR LA GRÈVE FÉMINISTE DU 8 MARS 2026

8 MARS

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes en solidarité avec les femmes du monde entier

Face aux impérialismes, aux droites et extrêmes droites, partout dans le monde, les femmes résistent !
Face aux attaques du gouvernement, *Grève féministe* !
Nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques et de la consommation.
Sans les femmes, tout s'arrête !
Nous sommes déterminées à lutter contre le pouvoir, faire entendre les voix de toutes pour arracher l'égalité.
Nous sommes solidaires des femmes et des populations subissant de plein fouet les conséquences dramatiques du changement climatique, aggravé par les politiques productivistes et capitalistes.

Solidarités internationales
A l'heure des guerres génocidaires, des coups d'État, des impérialismes démultipliés, de l'Iran à l'Afghanistan, de la Palestine au Soudan en passant par le Rojava, le Venezuela et l'Ukraine, nous serons en grève en solidarité avec nos sœurs du monde entier. Nous affirmons notre solidarité avec nos sœurs d' Amérique latine, d'Iran, du Groenland, sous menace d'une intervention impérialiste directe par les Etats-Unis de

Trump. De l'Amérique latine et du Sud au continent africain, les luttes écoféministes articulent droits des femmes, autodétermination des peuples et défense du vivant. Elles s'opposent aux logiques impérialistes, coloniales et néolibérales qui sacrifient les territoires et les populations au profit des multinationales minières, pétrolières, agricoles et financières.
En solidarité avec celles qui font face aux régimes fascisants, réactionnaires, théocratiques, colonialistes et impérialistes; avec celles qui endurent les génocides, les conflits armés, les bombardements massifs, et viols de guerre, les mutilations sexuelles, les mariages forcés, celles confrontées à l'exode et aux politiques migratoires racistes, celles qui subissent la crise climatique - 80 % des populations déplacées pour des raisons climatiques sont des femmes -, l'insécurité alimentaire et l'exploitation des multinationales; avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits.

Pas d'instrumentalisation des luttes féministes par l'extrême droite, pas d'extrême-droite dans la rue, pas une voix pour l'extrême droite.
L'Extrême-droite est désormais au pouvoir dans de nombreux pays. Partout, les immigré-es et migrant-es sont réprimé-es. Des masculinistes aux racistes, islamophobes et antisémites, lesbophobes, homophobes et transphobes, handiphobes, qui exercent des violences permanentes, l'extrême-droite étend sa sphère d'influence, grâce aux médias achetés par sa galaxie. Elle ne cesse de nourrir la haine de l'autre, le racisme, la misogynie, la LGBTQIAphobie, le validisme, et entretient la centralité d'un projet politique xénophobe.
Nous réclamons l'abrogation de la loi immigration et la régularisation de tou·te·s les sans-papier-es.
Avec les municipales de 2026 et la potentielle arrivée de l'extrême droite dans plusieurs villes, l'enjeu est celui d'une opposition unie et radicale et la formation d'un front antifasciste !

De l'argent, il y en a !
A l'heure du financement d'un porte avion de 10 milliards alors que des associations, notamment féministes, risquent de fermer leurs portes et leurs services faute de financement , nous refusons de nous taire.
Le gouvernement refuse de taxer les ultra-riches, le budget profondément sexiste et socialement brutal est en cours d'adoption. Ce budget impactera toujours plus lourdement les femmes du fait de leur position subalterne dans le monde du travail.
Les inégalités salariales, les bas salaires, les allocations inférieures au seuil de pauvreté, les pensions de retraites toujours plus faibles précarisent les conditions de vie. Les femmes représentent 62% des personnes payées au SMIC et 70 % des bénéficiaires des banques alimentaires. Plus de 9,8 millions de personnes, dont plus d'une famille monoparentale sur 3, vivent sous le seuil de pauvreté. 300 000 personnes dont 3000 enfants vivent dans la rue.
Nous demandons la hausse des salaires, la revalorisation des minimas sociaux, la construction massive de logements sociaux.
L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations qui accompagnent et soutiennent les femmes.

Du travail, un temps de travail, des retraites et des salaires pour vivre et pas survivre
Les femmes, notamment les mères isolées, sont particulièrement impactées par la vie chère, elles sont majoritaires à occuper des emplois mal rémunérés, sont souvent percutées par la précarité et le temps partiel imposé et touchent un salaire en moyenne ¼ inférieur à celui des hommes. Les femmes, dont les retraites sont 40% inférieures à celles des hommes, sont encore plus impactées par la dernière réforme. Nous voulons la retraite à 60 ans, une réduction du nombre d'annuités et des pensions décentes.
Nous réclamons l'abrogation totale de la réforme Macron des retraites et de toutes celles qui ont accentué les inégalités. Nous exigeons l'abrogation des lois qui pénalisent les chômeurs·euses et les bénéficiaires du RSA. Nous exigeons la revalorisation des métiers féminisés (éducation, soin, lien, santé, nettoyage…), l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la transformation des CDD en CDI et la réduction du temps de travail à 32 heures minimum avec embauches correspondantes. Nous exigeons une transposition ambitieuse de la directive européenne sur la transparence salariale qui vise à renforcer l'application du principe d'une même rémunération "pour un même travail ou un travail de valeur égale".

Pour un réel partage du travail domestique !
80 % des femmes consacrent au moins une heure par jour à la cuisine ou au ménage contre seulement 36 % des hommes.
63 % des personnes qui s'occupent tous les jours d'enfants, de personnes âgées ou handicapées de manière informelle sont des femmes, ces aidantes ne doivent pas être victimes d'un défaut de solidarité nationale renvoyant aux solidarités familiales.
Invisibilisé, dévalorisé, il est loin d'être une question privée. Les tâches qui en découlent font pleinement partie de l'activité économique.
C'est un travail qui participe à produire des biens et des services et qui contribue au bien être des membres du ménage (famille) et va bien au-delà.
Nous ne pouvons nous satisfaire que rien ne bouge dans la répartition des tâches au sein des couples et ce depuis des années. Cette inégalité dans la répartition du travail domestique se traduit par des inégalités dans la sphère professionnelle et est l'un des facteurs des inégalités salariales et patrimoniales.
Le 8 mars, nous appelons à la grève du travail domestique.

Pour plus d'égalité et de justice, plus de services publics !
Le démantèlement des services publics de la santé, de l'éducation, du logement dégradent les conditions de vie des femmes. Les politiques libérales ont privatisé les services publics et contraignent les femmes à compenser les carences auprès des enfants comme des plus âgé·e·s, des malades, des enfants et adultes handicapé-es, au détriment de leur carrière, de leur autonomie financière, de leur santé.
Nous réclamons la création de services publics de la petite enfance à la hauteur des besoins, avec les moyens correspondants pour en finir avec les crèches privées et de l'autonomie tout au long de la vie et une prise en charge réelle du 4e âge.
Nous exigeons des services publics renforcés : 63% des personnels sont des femmes et elles en sont aussi les premières usagères.

Notre corps nous appartient !
47000 femmes dans le monde meurent chaque année d'un avortement clandestin.
Nous réclamons la réouverture de tous les centres d'interruption volontaire de grossesse qui ont été fermés pour permettre un réel accès à l'IVG sur tout le territoire, le choix de la méthode, et les moyens nécessaires à la hauteur des besoins.
LGBTQIA, nous voulons pouvoir faire nos choix de vie, vivre librement notre orientation sexuelle, nos identités. Nous demandons la fin des mutilations et des traitements hormonaux non consentis.
Nous voulons l'ouverture de la PMA pour toutes !
Nous dénonçons les offensives réactionnaires qui s'en prennent aux droits des personnes LGBTQIA+. Nous revendiquons la liberté de vivre son orientation sexuelle.
Nous exigeons une transition libre et gratuite pour toutes et tous et la fin des mutilations et traitements hormonaux non consentis sur les personnes intersexes.
Handicapées, nous subissons toutes les violences.
Nous sommes privées de nos droits à l'autonomie, à l'éducation, à l'emploi, aux soins, et à la procréation.
Nous voulons notre indépendance économique, l'accessibilité universelle à l'ensemble de l'espace public et à tous les lieux et bâtiments.

Stop aux violences sexistes et sexuelles
Près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales ou sexuelles au cours de sa vie (OMS), soit environ 840 millions de femmes dans le monde.
Nous continuons à compter nos mortes car il n'y a aucune volonté politique de lutter contre les violences faites aux femmes et aux enfants.
L'impunité persiste, 1 % des viols sont condamnés.
Nous refusons que les enfants violé·es, maltraité·es, incesté·es continuent le plus souvent à être abandonné·es à leur sort !
Pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, dont les violences obstétricales et gynécologiques, nous voulons une loi-cadre intégrale qui mette en avant prévention, éducation, protection, accompagnement, sanction et garantisse les moyens pour la prise en charge de l'ensemble des victimes, femmes, enfants et minorités de genre.
Les plus touchées par les violences sexistes, dont les violences économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : femmes victimes de racisme, exilées et migrantes, sans papiers, ouvrières, femmes sans domicile, précarisées, privées de liberté, en situation de handicap, femmes lesbiennes et bi, femmes trans, femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.
Nous demandons la mise en place d'actions concrètes pour lutter contre toutes les violences sexistes et sexuelles, protéger les victimes et combattre les réseaux de traite prostitutionnelle et de proxénétisme et la marchandisation du corps des femmes.
Nous dénonçons les baisses des subventions aux associations qui luttent contre les VSS et exigeons au moins les 3 milliards nécessaires pour l'accompagnement des victimes et des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles et leur prévention.

Éduquer à l'égalité, un enjeu majeur , du plus jeune âge à l'Université
Une éducation à l'égalité doit permettre aux enfants de comprendre les mécanismes de domination s'exerçant dans notre société et contribuer à les protéger contre les violences sexistes et sexuelles.
Nous voulons une éducation non sexiste, la réelle mise en place effective d'une éducation à la vie affective et sexuelle qui intègre les notions de désir et de plaisir, d'une éducation au consentement et à l'égalité. Et surtout, des moyens pour la mettre en œuvre.
Les inégalités se vivent aussi à l'université : stéréotypes dans les orientations et les filières, bizutage fortement genré, violences sexistes et sexuelles, et c'est sans citer le sexisme ordinaire dans les amphis.
Nous demandons notamment des dispositifs de protection et de soutien des victimes de discrimination efficients et financés, des formations de lutte contre les VSS…
Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle pour toutes et tous maintenant !
Le programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS), dans la continuité des lois votées pour l'éducation à la sexualité à l'école, doit être mis en œuvre.

Nous sommes et resterons mobilisé-es tous les jours contre le patriarcat, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, le validisme, les politiques libérales et autoritaires du gouvernement et contre l'extrême droite.

Le 8 mars, nous serons en grève féministe et nous manifesterons pour imposer un rapport de force et faire valoir nos revendications.

SIGNATAIRES

Au 29 Janvier 2026

ActionAid France, Alliance des femmes pour la démocratie, Amicale du Nid, APEL-Egalité, Association Place des femmes 59, Attac France, CNT-Solidarité Ouvrière éducation, Collectif 11 Droits des Femmes, Collectif IVG Tenon Paris 20, Collectif National pour les Droits des Femmes, Confédération Générale du Travail CGT, Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, Crldht Comité pour les libertés et les droits de l'homme en Tunisie, En avant toute(s), FEMEN FRANCE , Femmes Egalité , Fondation Copernic, Force Féministe 57, Fédération Syndicale Unitaire FSU , FTCR Fédération Tunisiens Citoyen des 2 Rives, Genre et Altermondialisme, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Le Planning familial , Le Planning familial des Côtes-d'Armor, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie-LFID, Maison des Femmes Thérèse Clerc , Marche Mondiale des Femmes France , Mouvement de la Paix, Mouvement des femmes kurdes en France, Mouvement du Nid, Organisation de Solidarité Trans (OST), Réussir l'égalité femmes-hommes, Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques - StopVOG, UNEF le syndicat étudiant, Union syndicale Solidaires, VISA, Women Without Violence.

En soutien

Commission Féminisme les Écologistes, Ecoféminisme PEPS, Egalités, Génération·s, Jeunes Socialistes, L'APRES, La France insoumise, Les Jeunes Génération.s, NPA-l'Anticapitaliste, Parti Communiste, Parti Communiste des Ouvriers de France , Parti de Gauche , Parti socialiste , PEPS Ecoféminisme, Réseau Coopératif Gauche Alternative, Révolution Écologique pour le Vivant (REV), Victoires Populaires.